

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

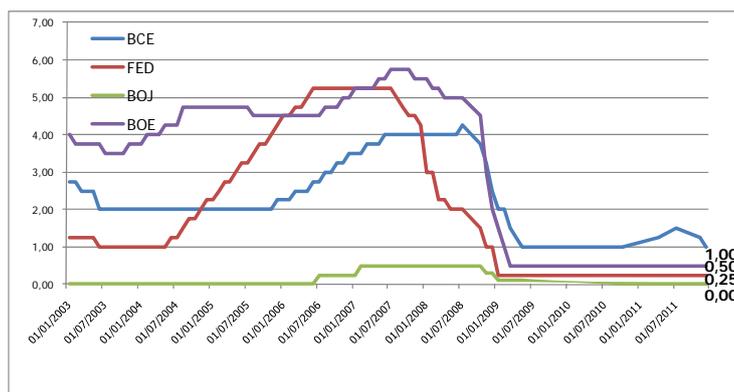
La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Le 3 mai 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %.

Le président de la BCE observe que « Les taux d'inflation devraient demeurer supérieurs à 2 % en 2012. (...). Les indicateurs disponibles pour le premier trimestre continuent d'aller dans le sens d'une stabilisation de l'activité économique à un faible niveau. (...). Les derniers indicateurs tirés d'enquêtes pour la zone euro font état d'un contexte empreint d'incertitudes. A plus long terme, l'activité économique devrait se redresser progressivement dans le courant de l'année. Dans le même temps, (...), les perspectives économiques demeurent soumises à des risques à la baisse ».

Lors de son audition devant la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen le 25 avril 2012, le président de la BCE a souligné la nécessité d'un pacte de croissance. A l'occasion de sa conférence de presse du 3 mai 2012, il a précisé qu'il n'y avait pas de contradiction entre pacte de croissance et pacte budgétaire. Il a expliqué que le concept de croissance signifiait notamment la poursuite des réformes structurelles engagées dans les pays de la zone euro afin d'augmenter la concurrence tant sur les marchés des produits que sur les marchés du travail. Il a également souligné que la réforme des marchés du travail impliquait d'accroître la flexibilité, la mobilité et l'équité.

Le Comité monétaire de la Fed a décidé le 25 avril 2012 de maintenir son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0% et 0,25 %. Dans son communiqué, la Fed indique que la croissance économique restera modérée au cours des prochains trimestres avant de croître progressivement sur le reste de l'année.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 884 500 fin mars 2012, soit une hausse de 0,6 % sur un mois en données CVS-CJO (+16 600 personnes). Sur un an, il croît de 7,2 % (+7,2 % pour les hommes et +7,1 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 15,6 %.

Hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières, est de 10,9 % en mars 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à février. Il était de 9,9 % en mars 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,2 % en mars 2012. Il était de 9,4 % en mars 2011.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,8 % sur un mois en mars 2012 ; sur un an, il croît de 2,2 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,6 % en glissement annuel.

Léger recul de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,6 % en avril 2012, en baisse de 0,1 point par rapport à mars.

Asie/Pacifique

La BoJ élargit ses mesures d'assouplissement

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 27 avril 2012 d'augmenter de 5 000 milliards de yens le montant de l'enveloppe consacré aux achats pour favoriser la reprise et lutter contre la déflation portant ainsi le montant total à 70 000 milliards de yens (665 milliards d'euros). Le 10 avril 2012, la Banque centrale avait maintenu le statu quo monétaire. En mars 2012, la production industrielle du Japon a augmenté de 1 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation et énergie ont augmenté de 0,3 % sur un mois et reculé de 0,5 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 3,4 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,5 %, inchangé par rapport à février.

En mars 2012, les exportations ont progressé de 5,9 % sur un an et les importations de 10,5 %.

Le déficit commercial s'est élevé à 774 millions d'euros.

Progression de l'inflation en Chine

Le PIB de la Chine a progressé de 8,1 % au premier trimestre 2012 contre 8,9 % au quatrième trimestre 2011. En mars 2012, la production industrielle a augmenté de 11,9 % en glissement annuel et de 1,22 % sur un mois. L'indice des prix à la consommation augmente de 3,6 % sur un an, après 3,2 % en février. En mars 2012, les exportations sont en hausse de 8,9 % sur un an et les importations de 5,3 %. L'excédent commercial a atteint 5,3 milliards de dollars.

Les autorités chinoises ont annoncé leur volonté d'augmenter les importations pour équilibrer les échanges extérieurs et la Banque centrale de Chine a décidé à la mi-avril de doubler la marge de fluctuation du yuan.

Lutte contre le blanchiment

FATF-GAFI

En marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, les ministres des pays membres du GAFI (groupe d'action financière) ont renouvelé le mandat du Groupe pour huit ans (2012-2020) afin de continuer à protéger l'intégrité du système financier international.

Commission européenne

Faisant suite à l'adoption par le GAFI de nouvelles normes internationales révisées, la Commission européenne a adopté le 11 avril 2012 un rapport au Parlement européen et au Conseil sur l'application de la troisième directive anti-blanchiment. La Commission présentera à l'automne une quatrième directive anti-blanchiment.

Commission spéciale contre le crime organisé

Lors de sa première réunion, la commission parlementaire spéciale chargée d'enquêter sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment dans l'Union européenne a élu sa présidente, les 4 vice-présidents et son rapporteur. Cette commission dispose d'un mandat d'un an renouvelable une fois pour évaluer l'impact du crime organisé sur l'économie et sur la société de l'Union européenne et faire des recommandations pour lutter contre ce fléau.

Actualité bancaire

Système bancaire parallèle (« Shadow banking »)

Michel Barnier, commissaire européen chargé du Marché intérieur et des Services a tenu une conférence de presse le 27 avril 2012 afin de faire un premier point sur ce dossier. Après l'adoption d'un Livre vert, la Commission européenne a lancé le 19 mars 2012 une consultation publique auprès des parties intéressées pour définir de manière plus précise ce système d'intermédiation de crédit qui agit parallèlement au système bancaire classique, évaluer la réglementation existante et déterminer les mesures qui pourraient être adoptées.

Le Livre vert est consultable sur : http://ec.europa.eu/internal_market/bank/docs/shadow/green-paper_fr.pdf

Les 20 propositions du rapport de MM. Pauget et Constans sur l'avenir des moyens de paiement en France

Ce rapport émet vingt propositions articulées autour de six axes afin de faire face aux évolutions des moyens de paiement (cartes, espèces, chèques et prélèvements) :

- faciliter les paiements sécurisés en ligne ;
- développer des moyens de paiement en face à face modernes, notamment par carte ;

- accélérer et accompagner la réduction du rôle des chèques ;
- encourager les modèles économiques performants, ouverts et concurrentiels ;
- mobiliser la sphère publique ;
- définir et réaliser une ambition nationale.

Le rapport est disponible sur :

http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/autres/rapport_avenir_moyens_paiement.pdf

Commissions interbancaires sur prélèvements

Dans le cadre d'une procédure menée par l'Autorité de la concurrence, les banques parties prenantes à la procédure et la Fédération bancaire française se sont engagées à réduire de moitié au 1^{er} octobre 2012, puis de supprimer le 1^{er} février 2014, les principales commissions interbancaires appliquées aux prélèvements, TIP et autres moyens de paiement scripturaux.

L'Observatoire de l'épargne

L'Autorité des marchés financiers (AMF) a lancé début avril 2012 un Observatoire de l'épargne destiné à constituer une base de données sur les comportements et préoccupations des investisseurs, sur les pratiques de commercialisation des produits financiers, assurer une veille sur les évolutions et tendance de ce marché et publié à cette occasion le premier numéro de sa lettre trimestrielle d'information.

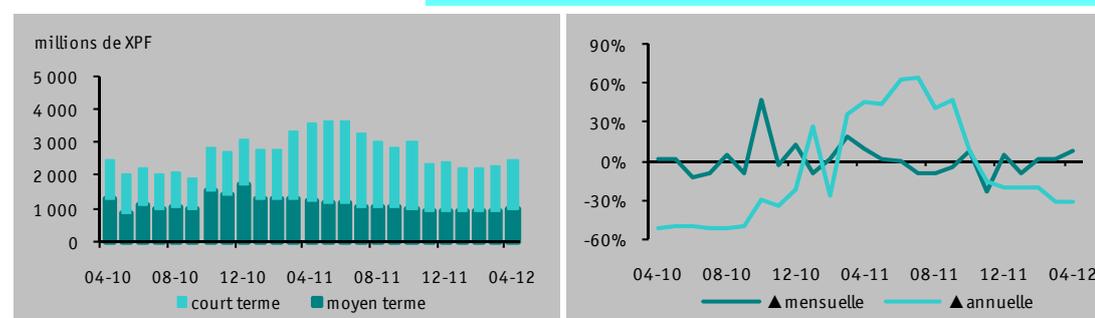
Cette lettre est disponible sur : www.amf-france.org

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Recul significatif sur l'année du refinancement

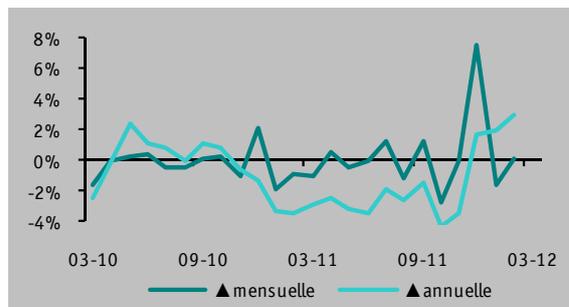
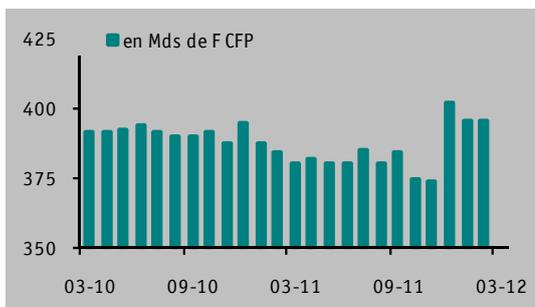
en millions de F CFP	avr-11	mars-12	avr-12	▲ /mois	▲ /an
Utilisations à court terme	2 393	1 365	1 502	10,0%	-37,2%
Utilisations à moyen terme	1 178	896	933	4,1%	-20,8%
Refinancement total	3 571	2 261	2 434	7,7%	-31,8%



Masse monétaire

Stabilisation de M3 sur le mois et progression en rythme annuel

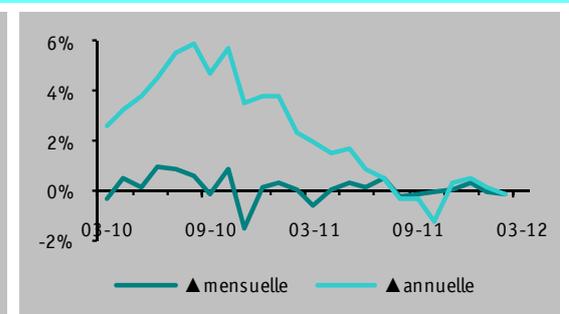
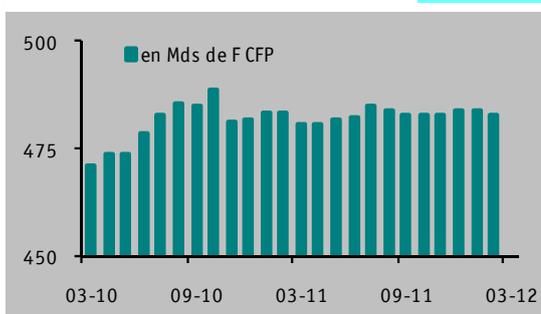
en millions de F CFP	mars-11	févr-12	mars-12	▲ /mois	▲ /an
Circulation fiduciaire	14 139	14 735	15 011	1,9%	6,2%
Dépôts à vue	145 660	151 176	150 829	-0,2%	3,5%
Comptes sur livrets	107 294	100 171	99 574	-0,6%	-7,2%
Comptes d'épargne logement	291	323	317	-2,0%	8,7%
Dépôts à terme	108 774	125 216	126 766	1,2%	16,5%
Autres	3 367	3 449	3 432	-0,5%	1,9%
Total M3	379 525	395 070	395 928	0,2%	4,3%



Concours des banques locales à l'économie

Stagnation de l'encours des crédits bancaires

en millions de F CFP	mars-11	févr-12	mars-12	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	133 850	127 199	125 822	-1,1%	-6,0%
Crédits d'équipement	62 795	65 323	65 320	0,0%	4,0%
Crédits à l'habitat	155 314	161 685	161 185	-0,3%	3,8%
Autres crédits	74 680	70 432	69 921	-0,7%	-6,4%
Créances dout. brutes	53 938	58 079	59 224	2,0%	9,8%
Total CCB	480 578	482 718	481 472	-0,3%	0,2%



Cotation

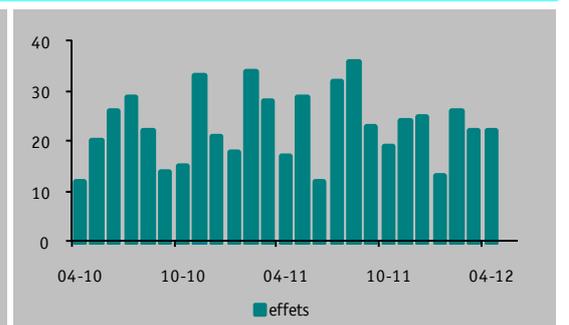
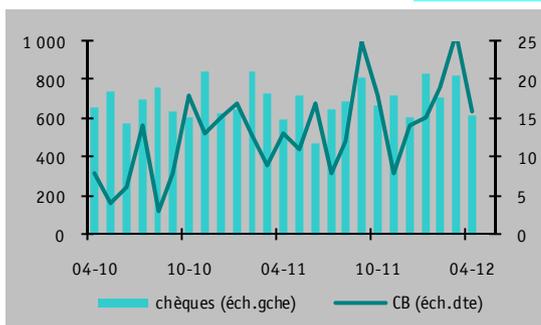
Hausse du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	avr-11	mars-12	avr-12	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	6 766	7 314	7 334	0,3%	8,4%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 277	1 251	1 260	0,7%	-1,3%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 538	1 610	1 631	1,3%	6,0%

Incidents de paiement

Progression sur l'année des retraits de cartes bancaire

en nombre	avr-11	mars-12	avr-12	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	623	872	656	-24,8%	5,3%
- sur chèques	593	824	618	-25,0%	4,2%
- sur effets	17	22	22	0,0%	29,4%
- retraits de cartes bancaires	13	26	16	-38,5%	23,1%



Interdits bancaires

Recul des interdictions bancaires pour les personnes physiques sur l'année

en nombre	avr-11	mars-12	avr-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 636	3 611	3 597	-0,4%	-1,1%
- dont personnes physiques	3 203	3 153	3 140	-0,4%	-2,0%
- dont personnes morales	433	458	457	-0,2%	5,5%

3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Journées 2012 de l'Europe

Les journées 2012 de l'Europe se sont tenues du 9 au 11 mai à l'Assemblée territoriale de Polynésie française. Outre des actions de communication et d'information sur les outils financiers existants au profit du développement du Pays, une réunion du comité de suivi d'exécution du document unique de programmation du Fond Européen de Développement (FED). A permis de faire le point sur les actions engagées en Polynésie française en 2011 avec le soutien de l'Union européenne.

Le 9^e FED, consacré essentiellement à la réalisation de travaux d'assainissement des eaux usées de Punaauia et de Moorea ainsi qu'à la professionnalisation de la perliculture, était doté de 2444 millions de francs CPF, Censé prendre fin en 2007, il est actuellement en toute fin de programme.

Le 10^e FED, actuellement en phase de préparation, est doté de 2599 millions de francs CPF. Il concerne l'assainissement de Papeete et la réparation de la route (RT2) à Papeete. Il devrait être totalement contractualisé fin 2013.

Le 11^e FED devrait être programmé en 2014 et 2015.

Transport aérien intérieur

Rejet d'un projet de loi de pays sur le subventionnement des lignes structurellement déficitaires

A l'heure actuelle, la desserte des îles les plus éloignées est assurée par Air Tahiti, liée au pays par une convention (aide fiscale à l'exploitation, prise en charge par le pays de l'approvisionnement des îles en jet carburant). Cette dernière arrivant à échéance en juillet 2012, le gouvernement a présenté un projet de loi de pays relatif aux aides financières pour le transport aérien interinsulaire, définissant les critères d'éligibilité et les modalités de versement d'une aide financière aux exploitants.

Consulté par le gouvernement sur le projet de loi de pays relatif aux aides financières pour le transport aérien interinsulaire, le Conseil économique, social et culturel (CESC), a rendu un avis défavorable début mai 2012. Le CESC reproche l'absence d'un schéma directeur en amont du projet.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : politique monétaire

Baisse du Cash rate de 0,50 points.

Lors de sa réunion du 1^{er} mai 2012, la Reserve Bank of Australia (RBA) a abaissé d'un demi-point, son principal taux directeur, le Cash rate, qui passe à 3,75 %. La RBA a estimé que les conditions de la croissance économique s'étaient affaiblies au cours des derniers mois et que les tensions sur les prix avaient diminué.

Ralentissement de l'évolution du CPI

Stable au dernier trimestre 2011, l'indice des prix à la consommation (CPI) enregistre + 0,1 % au premier trimestre 2012. Les principales contributions à la hausse sont les dépenses de santé (+ 4,4 %) et d'éducation (+ 6 %). A l'inverse, les prix de l'alimentaire (- 2,1 %), notamment les fruits (- 30 %), et le poste loisir (- 2 %) tirent la tendance vers le bas.

Le rythme de progression annuelle du CPI ralentit : il augmente de 1,6 % en au premier trimestre 2012, après + 3,1 % au quatrième trimestre 2011.

Nouvelle-Zélande : emploi et prix

Hausse du chômage au premier trimestre 2012

Contrairement aux anticipations des analystes, le chômage a progressé sur les trois premiers mois de 2012 : il s'inscrit à 6,7 %, après 6,4 % au dernier trimestre 2011.

Hausse des prix au premier trimestre 2012

En recul de 0,3 % sur les trois derniers mois de 2011, l'indice des prix à la consommation (CPI) progresse de 0,5 % au premier trimestre 2012, sous l'influence des postes « alcool et tabac » (+ 4,7 %) et « logement et services aux ménages » (+ 0,7 %). En revanche, les plus fortes contributions à la baisse sont, compte tenu de la basse saison, le transport aérien international (- 9,2 %) et les voyages internationaux (- 12 %). Sur l'année, le CPI augmente de 1,6 % (+ 1,8 % au quatrième trimestre 2011).

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	mars.12	104,3	105,6	105,8	0,2%	1,5%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	fév.12	120,5	117,5	117,7	0,2%	-2,3%
Commerce extérieur						
Exportations (en M F CFP)	mars.12	1 160	995	1 316	32,3%	13,5%
Importations (en M F CFP)	mars.12	14 226	12 574	11 769	-6,4%	-17,3%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mars.12	2 069	1 726	1 939	12,3%	-6,3%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mars.12	122	61	89	46,8%	-27,4%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars.12	100	106	116	9,4%	16,0%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	fév.12	432	445	454	2,0%	5,1%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mars.12	2 133	1 845	1 726	-6,5%	-19,1%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mars.12	3 168	3 173	2 723	-14,2%	-14,1%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	mars.12	251	211	256	21,3%	2,0%
Personnes physiques en interdiction bancaire	fév.12	3 268	3 161	3 161	0,0%	-3,3%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mars.12	822	571	812	42,1%	-1,2%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mars.12	28	77	97	25,8%	244,8%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	mars.12	86	95	154	62,5%	78,2%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mars.12	188	175	144	-17,7%	-23,5%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	mars.12	14	6	16	173,4%	11,0%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mars.12	54	40	83	108,3%	53,1%
Tourisme						
Nombre de touristes	fév.12	11 038	10 238	11 523	12,6%	4,4%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	avril.12	52,2%	50,6%	53,5%	2,9 pts	1,3 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
Dépôts à vue	mars.12	58 373	58 006	57 225	-1,3%	-2,0%
Comptes sur livret	mars.12	100 716	94 385	93 785	-0,6%	-6,9%
Dépôts à terme	mars.12	53 235	60 752	61 760	1,7%	16,0%
Entreprises						
Dépôts à vue	mars.12	72 160	73 755	76 658	3,9%	6,2%
Dépôts à terme	mars.12	43 549	40 470	38 964	-3,7%	-10,5%
Encours bancaires						
Ménages						
Crédits de trésorerie	mars.12	82 146	78 393	77 634	-1,0%	-5,5%
Crédits à l'habitat	mars.12	132 950	140 172	139 938	-0,2%	5,3%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	mars.12	50 126	46 845	46 462	-0,8%	-7,3%
Crédits d'équipement	mars.12	53 896	55 765	55 867	0,2%	3,7%
						(source : IEOM)

5 - Les taux

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	3,75%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,65% à 6,10% (Taux SFGFAS à partir du 01/03/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire		taux		date d'effet	
	30/04/2012	30/03/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08						
EONIA	0,3440%	0,3880%	- 0,044 pt	0,8170%	- 0,473 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001			
EURIBOR 1 mois	0,4000%	0,4190%	- 0,019 pt	0,7820%	- 0,382 pt	banques locales	7,10%	01/07/2009			
EURIBOR 3 mois	0,7080%	0,7770%	- 0,069 pt	1,0060%	- 0,298 pt	taux d'intérêt légal			taux	JORF	
EURIBOR 6 mois	0,9980%	1,0780%	- 0,080 pt	1,2270%	- 0,229 pt	année 2012	0,71%	08/02/2012			
EURIBOR 12 mois	1,3110%	1,4160%	- 0,105 pt	1,5070%	- 0,196 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011			

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions	
	30/04/2012	30/03/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08		
TEMPE	0,3475%	0,3587%	- 0,011 pt	0,4902%	- 0,146 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average	
EURIBOR 1 mois	0,4090%	0,4690%	- 0,060 pt	0,8110%	- 0,402 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA	
EURIBOR 3 mois	0,7460%	0,8600%	- 0,114 pt	1,0220%	- 0,276 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate	
EURIBOR 6 mois	1,0420%	1,1166%	- 0,075 pt	1,2510%	- 0,209 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)	
EURIBOR 12 mois	1,3710%	1,5000%	- 0,129 pt	1,5260%	- 0,155 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)	
TMO	3,2500%	3,0700%	+ 0,180 pt	3,5900%	- 0,340 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)	
TME	3,0500%	2,8700%	+ 0,180 pt	3,3900%	- 0,340 pt		
TRBOSP	3,2600%	3,0500%	+ 0,210 pt	3,6500%	- 0,390 pt		

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/04/2012	30/03/2012	31/12/2011	30/04/2012	30/03/2012	31/12/2011	30/04/2012	30/03/2012	31/12/2011
taux JJ	0,190%	0,080%	0,110%	0,200%	0,130%	0,035%	0,530%	0,625%	0,555%
3 mois	0,270%	0,350%	0,680%	0,175%	0,315%	0,140%	1,025%	0,620%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,920%	2,170%	1,870%	0,890%	1,000%	0,980%	2,100%	2,190%	1,980%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2012)			
Prêts aux particuliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	14,81%
	seuil de l'usure	Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,93%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	6,32%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,99%
Prêts à taux variable	5,88%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,35%
Prêts-relais	6,48%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,37%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,67%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,56%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,49%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,15%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	15,27%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	17,15%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	13,27%	Découverts en compte (1)	13,67%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	90,3071	1 NZD/XPF	73,9675	1 HKD/XPF	11,6392	1 GBP/XPF	146,7976	
100 JPY/XPF	112,7366	1 AUD/XPF	94,0805	1 SGD/XPF	73,0304	100 VUV/XPF	96,8597	1 FJD/XPF	50,8487